



Politique financière

Clarification relative à la position d'economiesuisse sur **le financement de l'armée**

24.08.2026

D'un coup d'oeil

- La sécurité est la priorité absolue. L'armée a besoin de moyens supplémentaires, cela est incontestable
- Dans la mesure du possible, les fonds nécessaires pour financer des achats d'armement doivent être priorisés dans le budget ordinaire de la Confédération. D'autant plus avec les recettes supplémentaires inattendues engrangées par la Confédération
- Le temps presse. Aussi, economiesuisse continue-t-elle de soutenir un relèvement de la TVA ne dépassant pas 0,5%
- Le frein à l'endettement doit rester intact et être respecté, y compris pour le financement des dépenses d'armement par le biais du fonds d'armement

Ces derniers jours, certains ont pu avoir l'impression qu'economiesuisse ne soutenait plus un relèvement de la TVA au vu des recettes supplémentaires inattendues engrangées par la Confédération. Ce n'est pas le cas.

Voici ce qu'il en est: pour economiesuisse, il ne fait aucun doute que l'armée, et en particulier les dépenses d'armement, ont besoin d'un financement supplémentaire. Dans sa prise de position du 28 mai concernant l'«arrêté fédéral sur le financement des dépenses d'armement de l'armée au moyen d'un relèvement de la TVA», economiesuisse indiquait que l'économie soutient un financement supplémentaire de l'armée via la TVA à hauteur de 0,5 point au maximum, à condition que cette mesure soit limitée à dix ans au maximum au niveau constitutionnel et que le frein à l'endettement soit toujours respecté. Cette position de principe n'a pas changé.

Par la suite, le Conseil fédéral a revu à la hausse ses estimations relatives aux recettes pour 2026 de quelque 2 milliards de francs. Au vu de ces recettes supplémentaires, il existe une marge de manœuvre inattendue pour financer les achats d'armement avec le budget ordinaire. Pour ce faire, ces moyens devraient être réservés à la sécurité dans le budget ordinaire de la Confédération. economiesuisse attend des autorités qu'elles priorisent autant que possible les fonds nécessaires pour financer des achats d'armement dans le budget ordinaire de la Confédération.

Cela dit, le temps presse. C'est pourquoi economiesuisse continue de soutenir une hausse temporaire de la TVA de 0,5% au maximum, afin de garantir la sécurité du pays.



Monika Rühl

Présidente de la direction



Alexander Keberle

Responsable Politique de la place économique, membre de la direction

